

Abandon de la "particularisation" des luttes à l'Assemblée de l'Automobile à Baillet

Nous publions avec un certain retard un article sur l'Assemblée de Baillet. Nous avons enregistré depuis, la journée du 3 octobre qui confirme la tendance amorcée lors

de cette Assemblée. Nous pensons néanmoins intéressant de montrer de quelle manière cette tendance a été imposée aux directions ouvrières.

Le samedi 14 septembre s'est tenue au Parc des Métallos, à Baillet, l'Assemblée des militants de l'Automobile de la Région Parisienne.

Cette Assemblée, dont la *Vie Ouvrière* n'a absolument pas parlé et l'*Humanité* donné un compte rendu partiel et partial, revêt une grande importance. Elle révèle qu'un tournant est amorcé en ce qui concerne la tactique des luttes syndicales dans la C.G.T. et plus particulièrement dans la Fédération des Métaux.

Une centaine de militants étaient rassemblés là, représentant trente-cinq entreprises de l'Automobile de la région parisienne.

Le rapport d'ouverture fut déjà remarquable par l'orientation qu'il prit, rompant avec le bavardage traditionnel sur la « particularisation » des revendications.

Il confirme le tournant déjà amorcé dans la page ouvrière de l'*Humanité* depuis les vacances et notamment par la Fédération de la Métallurgie.

Il se fit l'écho des revendications qui se font plus importantes depuis la rentrée: 40 à 50 fr. de l'heure en moyenne contre 25 à 30 fr. avant les congés, et qui ont tendance à se « généraliser ».

De même que la volonté partout exprimée des travailleurs de se battre *tous ensemble* et non séparément. Il cita les nombreux exemples d'appels, de lettres et résolutions d'ouvriers d'entreprises exigeant que les Fédérations s'entendent pour organiser une action d'ensemble.

Enfin il fit état du bilan régulièrement déficitaire de la C.G.T. depuis plusieurs années dans l'automobile. Perte régulière des adhésions, baisse régulière des cotisations. Le taux des syndiqués actuellement dans l'automobile est d'environ de 10 %. S'il ne fit pas explicitement le rapprochement entre ce bilan et l'application depuis plusieurs années de la tactique de « particularisation », il était cependant implicite.

Mais lorsque les délégués intervinrent, les formes mêmes prises par le rapporteur disparurent. Ce sont eux, dirigeants de la C.G.T. dans leurs entreprises, et pour la plupart membres responsables du P.C.F. qui sont la courroie de transmission de la volonté des masses et ce sont eux, avec tous leurs camarades de toutes les corporations qui sont à la source du tournant amorcé par la direction de la C.G.T. et du P.C., par leurs multiples interventions.

Tous confirmèrent les difficultés rencontrées par le syndicat, progressivement depuis deux, trois ans (baisse d'activité, des cotisations, de la vente de la *Vie Ouvrière*, etc.).

Un seul mit ceci sur le compte des événements de Hongrie. Les autres ne se prononcèrent pas. Ils dirent: « Les travailleurs ne veulent plus se battre séparément, ils veulent tous à peu près les mêmes revendications: 40 à 50 fr. de l'heure pour les horaires, 7 à 8.000 fr. pour les mensuels. Ils attendent tous un mot d'ordre d'action d'ensemble pour le moins dans la métallurgie sur le plan national, et beaucoup parlent de GREVE GENERALE de toutes les corporations ». Tous les délégués firent cette intervention à peu près.

Certains la défendirent comme leur position personnelle, d'autres exprimèrent des réserves en expliquant: « que c'était là l'opinion des travailleurs, qu'on pouvait en penser ce qu'on voulait, mais qu'il fallait absolument en tenir compte parce qu'ils ne veulent entendre parler de rien d'autre. »

Les délégués de la S.A.V.I.E.M.-S.O.M.U.A. de

Saint-Ouen exprimèrent l'avis des travailleurs « grève générale sur l'ensemble des corporations ».

Ils firent part de leurs activités:

Réunion commune intersyndicale; délégations aux Fédérations de la métallurgie C.G.T., C.F.T.C., F.O. pour faire l'unité; communiqué commun sur Saint-Ouen C.G.T. et C.F.T.C. sur une plate-forme revendicative commune; unanimité complète sur 40 fr. de l'heure et 7.000 fr. pour 173 heures.

Hotchkiss à St-Denis fit part d'une expérience similaire.

Le délégué des « Pistons NOVA » à Courbevoie dit: « Tout le monde est mécontent de la politique actuelle et les militants ne sont pas assez conscients du mécontentement », il trouva les interventions faibles et ne correspondant pas avec la réalité... « Si dans certains cas, les ouvriers ne disent rien, ce n'est pas qu'ils sont indifférents, ils attendent tout de nous... Dans l'automobile, où la situation est favorable, expansion, plein emploi, etc., on devrait se lancer plus résolument à l'action... »

Un représentant de chez Chausson (Asnières) dit que les travailleurs ne voulaient pas recommencer seuls une grève comme celle qu'ils avaient faite au mois de mai et qui ne leur avait rien rapporté. Si toutes les interventions consacraient quelques mots sur la lutte contre la guerre d'Algérie, il faut dire que ce ne fut guère impulsé par le rapport d'ouverture (c'était avant le Comité central du P.C. et sa « rectification » sur cette question). Les interventions signalèrent que les travailleurs étaient plus perméables à la compréhension des causes de la crise économique et sociale et à la responsabilité du gouvernement.

Un seul délégué, de chez Chausson, dit que l'on n'avait pas fait assez contre la guerre, qu'il

fallait défendre davantage les travailleurs algériens, qu'il fallait, à chaque fois que c'est possible, lier les revendications économiques à celle de l'arrêt de la guerre et du retour du contingent et rappela que l'on était sous le régime des pouvoirs spéciaux et que rien de concret n'avait été fait contre.

L'important était les conclusions qu'allait tirer la direction de cette Assemblée.

Elles devaient être préparées d'avance, tant elles tournent le dos à l'ancienne orientation.

Le rapport de clôture fut présenté par Jean Breteau. Il faut rappeler qu'il est secrétaire général de la Fédération des Métaux, il s'agit donc d'une intervention « responsable ».

Ce fut ni plus ni moins que l'enterrement de la « particularisation », accompagné d'une pirouette de bureaucrate. Il expliqua qu'il y a quelques années, nous avions mis en pratique la tactique de la « particularisation », que cette tactique avait rapporté dans les premières années, mais que les derniers temps elle était devenue inopérante. Or, dit-il, « que signifiait cette tactique? »... c'était; et il cite: « Partir d'une revendication, d'une lutte particulière, pour, progressivement, développer l'action, l'élargir, etc... » « Nous avons fait beaucoup de petits mouvements, nous sommes parvenus maintenant à une phase supérieure qui nous permet de passer à des mouvements plus larges. » Et voilà, pas besoin d'autocritique. Il n'y a pas de tournant, c'est la même orientation qui continue toujours juste!

Il constata qu'une idée générale se dégage: « agir ensemble ».

Que signifie-t-elle? Il explique qu'il y a deux manières:

1° La grève générale d'une ou de toutes les corporations sur le plan national, simultanément.

2° Des mouvements répétés de moments et de durées variables dans une ou toutes les corporations.

« Mais il n'est plus temps de décider maintenant, c'est au cours des événements, l'essentiel est de réaliser l'unité. Celle-ci doit se faire de haut en bas ».

Puis une lettre destinée aux Fédérations des Métallos F.O. et C.F.T.C. fut votée ainsi qu'une délégation désignée.

En conclusion:

Il est évident que la nouvelle orientation est moins nette dans les autres corporations, mais il est vrai aussi que les Chemins de fer, les Postiers, le Gaz et l'Electricité par exemple n'ont jamais sombré dans la particularisation à outrance.

La Métallurgie, secteur d'avant-garde et le plus contrôlé par le P.C.F. avait appliqué le plus consciencieusement la tactique de la « particularisation ». Se combinant au malaise politique, cette corporation et notamment ses secteurs-clefs, comme « Renault » devaient disparaître de l'avant-scène et stagner. Les effectifs de la C.G.T. baissèrent.

Devant un tel bilan, indépendamment de la poussée des travailleurs, il fallait redresser.

Ce tournant vient juste à temps, dans la perspective de grands mouvements revendicatifs avant la fin de l'année, et pour ne pas être débordé par eux.

Disons encore que lors de l'Assemblée, la lutte contre « Speidel » ne fut abordée que timidement et dans le rapport de clôture. Pas un mot ne fut consacré au marché commun. Il y a quelques mois, avec ces deux sujets, on aurait souffert deux heures.

P. VINCENT.

NOTRE SERVICE D'EDITION ET DE LIBRAIRIE VOUS CONSEILLE:	
L'Affaire Marty, d'André Marty ..	585 fr.
François Fejtő: « La Tragédie hongroise »	690 »
Josué de Castro: « Géopolitique de la faim. »	990 »
Orwell: « La Catalogne libre »	600 »
Pour comprendre l'histoire des 30 années falsifiées par Staline, lisez:	
Léon TROTSKY	
Ma Vie (nouv. éd. de la N.R.F.)	1.150 fr.
Ma Vie (édition abrégée)	250 fr.
Histoire de la Révolution Russe (2 vol.)	1.800 fr.
Staline	720 fr.
Les Ecrits (recueil d'inédits)	1.000 fr.
Dossier de la déstalinisation. Le rapport Krouchtchev commenté par la IV ^e Internationale (nouvelle édition complétée)	200 fr.
Envoyez vos commandes à	
« LA VERITE DES TRAVAILLEURS »	
64, rue de Richelieu Paris-2 ^e .	
C.C.P. 6965-68 PARIS	